

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 350 DU JEUDI 17 OCTOBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

**INTERVIEW**

100 JOURS APRÈS LA DISPARITION  
DE FONIKÉ ET BILLO

## L'activiste Alpha Bayo fait part de ses inquiétudes

P.3



Édito à vue d'Aigle

## Quand l'Union sacrée vole en éclats !

Il y a quelques mois, l'on s'en souvient, des partis et coalitions politiques se sont retrouvés au siège de l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, pour lancer une nouvelle entité sociopolitique dénommée l'Union sacrée des Forces vives de Guinée. Mais entre-temps, beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot politique guinéen. Le lundi 14 octobre 2024, au nom de ladite Union sacrée des Forces vives de Guinée, le président du parti ADC-BOC, Dr Ibrahima Sory Diallo, a déclaré sans ambages à la presse que la fin de la transition en Guinée est difficilement tenable en fin d'année... P.2

JOURNÉE MONDIALE DE  
LA JEUNE FILLE P.4



Les confidences de la Directrice  
exécutive du Club des jeunes filles  
leaders de Guinée (entretien)

COMPTEURS PRÉPAYÉS P.5



Le président de l'Union pour la défense  
des consommateurs de Guinée désapprouve  
la démarche du ministère (entretien)

ÉLIMINATOIRES CAN 2025 P.3



La Guinée se hisse à la 2ème  
place de son groupe

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Reprise effective des cours à  
travers le pays P.2

MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ CARBONE  
EN GUINÉE

Le PM lance les Journées nationales  
de concertation P.4

ÉDUCATION

Saranké Traoré, couronnée Miss  
mathématiques de la troisième  
édition de la SENAMSCO P.6

# Édito à vue d'aigle



## Quand l'Union sacrée vole en éclats !

Il y a quelques mois, l'on s'en souvient, des partis et coalitions politiques se sont retrouvés au siège de l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, pour lancer une nouvelle entité sociopolitique dénommée l'Union sacrée des Forces vives de Guinée. Mais entre-temps, beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot politique guinéen. Le lundi 14 octobre 2024, au nom de ladite Union sacrée des Forces vives de Guinée, le président du parti ADC-BOC, Dr Ibrahima Sory

Diallo, a déclaré sans ambages à la presse que la fin de la transition en Guinée est difficilement tenable en fin d'année.

« La situation politique est dynamique. La politique, il n'y a pas de valeur absolue. Aujourd'hui, vous pouvez être avec un adversaire. C'est pourquoi vous voyez Cellou et Alpha Condé s'asseoir et discuter de comment enlever les militaires au pouvoir et Alpha Condé avait fermé le siège de Cellou. Vous le savez quand même. La politique, elle est dynamique. Un politicien s'associe avec toutes personnes qui peuvent lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'objectif d'un politicien c'est de prendre le pouvoir, peu importe le chemin à suivre, par les moyens légaux bien entendu. C'est pourquoi vous voyez les alliances ». Comme il fallait s'y attendre, cette sortie n'a pas tardé à faire réagir. Dans un communiqué publié le même jour, des partis et coalitions politiques que sont l'ANAD, le FNDC Politique, le RPG Arc-en-ciel et l'UFC ont annoncé leur retrait de l'Union Sacrée. Ils disent avoir constaté que l'Union Sacrée n'est plus fidèle à l'esprit et à la lettre de son texte fondateur adopté à sa création le 22 Avril 2024 à Conakry comme Charte de l'Union qui avait pour objectif d'unir leurs forces pour contraindre le CNRD de respecter son engagement d'organiser les élections avant le 31 décembre 2024; faute de quoi, de demander son départ et la mise en place d'une transition civile. Ils ont par ailleurs déploré entre autres la multiplication de prises de décisions au nom de l'Union et contraires aux dispositions de cette Charte ; l'organisation intempestive des conférences sans concertation préalable ni définition consensuelle des messages à délivrer et qui sont très souvent en contradiction avec les dispositions de la charte. Et que c'est au regard de tout ce qui procède qu'ils ont pris la décision de se retirer de l'Union Sacrée, tout en réaffirmant leur adhésion et leur fidélité à l'esprit et la lettre du texte adopté à la création de cette plate-forme. La question que beaucoup se posent donc est de savoir ce que représente désormais l'Union sacrée après ce retrait des trois grandes formations politiques du pays (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) et leurs alliés.

Kéfina Diakité

## ACTUALITÉ

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Reprise effective des cours à travers le pays

**Le lundi 14 octobre 2024, les institutions d'enseignement supérieur ont ouvert leurs portes sur toute l'étendue du territoire national. Une rentrée bien qu'effective n'a pas connu beaucoup d'engouement de la part des étudiants, pour diverses raisons.**



A cette occasion, le ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Alpha Bacar Barry, s'est rendu à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry pour constater de visu cette reprise des cours pour une nouvelle année universitaire.

« Nous sommes plutôt satisfaits de l'effectivité de la reprise des cours, mais les travaux sont en retard. Nous allons, dans les prochains jours, mettre les bouchées doubles afin que les infrastructures soient rendues », a-t-il indiqué, tout en félicitant les enseignants-chercheurs pour leur mobilisation, et en encourageant les étudiants à s'engager pleinement dans cette nouvelle année académique. « À ceux qui n'ont pas repris ce matin, je leur demande de se rapprocher de leurs institutions d'enseignement et de reprendre les cours »

Se prononçant sur ce sujet, Ganiou Gbénga Moussiliou, un enseignant-chercheur de nationalité béninoise, récemment recruté, a particulièrement insisté sur l'importance de la collaboration entre les enseignants et les étudiants pour atteindre les objectifs pédagogiques.

« Comme l'a dit le Premier ministre lors de la cérémonie d'accueil le samedi, nous ne sommes pas là comme des sapeurs-pompiers, mais pour atteindre les objectifs du millénaire avec les étudiants. Parce que la globalisation aujourd'hui, exige de nous un certain nombre d'objectifs. Nous nous inscrivons donc dans cette logique. Nous allons faire partage d'expérience avec nos collègues enseignants-chercheurs d'ici, apprendre d'eux et même des étudiants. À l'université Gamal Abdel Nasser, je crois que c'est comme si nous sommes à Paris. C'est très propre et vivable. Je crois que nous sommes bien partis », a-t-il fait savoir. Fatoumata Diaraye Diallo, en première année de Génie civil, s'est confiée à nos confrères de Mediaguinee en ces termes: « Je suis venue depuis 8h pour la reprise des cours. J'ai vraiment aimé trouver les gens en classe et trouver de la motivation au niveau des professeurs...Il y a des climatiseurs installés dans plusieurs classes, ce qui rend l'environnement d'apprentissage plus agréable »

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

#### Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité  
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

#### Directeur de Publication

Amadou Sadjo Diallo

#### Rédacteur en Chef

Sékou Condé

#### Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

#### Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo

#### Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moise Sidibé, Isidoros Karderinis

#### Stagiaire: Mamadou Oury Bah

#### Service Commercial, Marketing, Abonnement,

#### Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

#### Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

#### Imprimerie

Le Scribe

#### Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

#### Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Interview

100 JOURS APRÈS LA DISPARITION DE FONIKÉ ET BILLO

## L'activiste Alpha Bayo fait part de ses inquiétudes

**Fonikè Menguè et Billo Bah sont portés disparus depuis le 09 juillet 2024. En plus de leur disparition, ces responsables du FNDC restent sans nouvelles. D'ailleurs, les autorités judiciaires de la transition ont dit à l'opinion qu'elles sont aussi inquiètes de cette situation car selon elles, elles ne savent pas où pouvaient se trouver ces disparus. Depuis le Togo où il est exilé, Alpha Bayo, ancien coordinateur de la Maison des Associations et ONG de Guinée MAOG ne cache pas ses inquiétudes face à cette situation. Cependant, il reste convaincu que le seul responsable de cet enlèvement c'est l'organe qui dirige la transition.**



**L'Aigleinfos:** Le lundi, 14 octobre marque le 100<sup>e</sup> jour depuis que Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah sont portés disparus. Quelle réaction avez-vous aujourd'hui ?

**Alpha Bayo:** Aujourd'hui, 14 octobre 2024 marque le 100<sup>e</sup> jour de l'arrestation ou l'enlèvement de nos camarades Oumar Sylla

et Billo Bah. Et nous n'avons aucune nouvelle d'eux, ce qui nous inquiète beaucoup et surtout pour leur famille : enfants et femmes de ces disparus. Mais ce qui est déplorable et alarmant, c'est le fait que le procureur a décliné toute responsabilité dans leur arrestation. De notre côté, nous avons usé de tous les moyens nécessaires pour pouvoir

identifier le lieu de leur détention et même leurs avocats ont visité les centres pénitentiaires du pays mais malheureusement nos camarades ne s'y trouvent pas.

**L'Aigleinfos :** Plusieurs démarches ont été entreprises par les acteurs sociopolitiques et d'ailleurs le procureur général de Conakry a dit ne pas savoir où sont détenus ces activistes. Est-ce qu'on peut dire que ça devient sérieux ?

**Alpha Bayo :** Nous sommes très conscients que la responsabilité incombe à la junte au pouvoir puisque qu'en réalité, ce sont les éléments des forces spéciales et du haut commandement de la gendarmerie qui ont débarqué nuitamment au domicile de Fonikè Menguè dans les environs de 22h et qui ont enlevé Oumar Sylla, Mamadou Billo Bah et Mohamed Cissé. Quelques jours après, le dernier a été relaxé et il a fait un témoignage accablant à l'encontre de la junte. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a aucun contingent ou un groupe de bandits en Guinée capable

d'opérer ce genre de mission en Guinée. Ce n'est pas possible parce que la preuve est que le jour de leur arrestation, la zone a été encerclée par des éléments de la gendarmerie et autres. Pour nous, le seul responsable de leur arrestation c'est le CNRD.

**L'Aigleinfos :** Les cas d'enlèvement et de mort dans les détentions sont devenus récurrents en Guinée. Est-ce qu'on peut s'inquiéter du sort de ces membres du FNDC ?

**Alpha Bayo:** Vous avez vu aussi récemment le décès de Dr Dioubaté qui est mort en prison pour avoir brûlé l'effigie du président de la transition. Je crois que son décès a révolté plus d'un en Guinée et surtout les activistes et les défenseurs des droits de l'homme. Mais après quelques jours, le préfet de Kankan a reconnu le décès de ce Docteur le jour du 02 octobre 2024. Le suspendre de ses fonctions ne résout pas le problème. Il doit être arrêté, jugé et condamné à la hauteur de sa forfaiture. C'est ce qui

pourrait véritablement arranger les choses. C'est vraiment une inquiétude mais ils doivent savoir qu'il y a beaucoup de Fonikè Menguè et Billo Bah qui pensent que dans les jours et mois à venir, qu'ils vont recouvrer leur liberté, c'est ça le fondamental.

**L'Aigleinfos :** Quelles sont les armes qui vous restent pour exiger la libération de vos camarades ?

**Alpha Bayo :** En tout cas nous de notre côté, nous allons continuer à dénoncer, alerter l'opinion publique et les institutions internationales autant de fois que nous pouvons. Nous demandons l'implication de la communauté internationale notamment l'ONU et bien entendu les organisations de la société civile à travers le monde afin que nos camarades obtiennent leur liberté.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Alpha Bayo !

**Alpha Bayo :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé  
par Samuel Demba. D

## ÉLIMINATOIRES CAN 2025

### La Guinée se hisse à la 2<sup>e</sup> place de son groupe

**Le Syli national de Guinée, avec son nouveau sélectionneur Michel Dussuyer, a remporté le mardi 15 octobre 2024 sa deuxième victoire dans les éliminatoires de la prochaine édition de la CAN de football qui se disputera en 2025 au Maroc. Ce qui lui permet de se hisser à la deuxième place de son groupe**

Grâce à un triplé de son attaquant vedette, Serhou Guirassy, et une réalisation de Seydouba Cissé, le Syli national a largement dominé l'Éthiopie 4-1 le 12 octobre dernier au compte de la troisième journée des éliminatoires. Dans l'autre match du groupe H, la RD Congo, à domicile, s'est imposée 1-0 face à la Tanzanie. Trois jours plus tard, lors de la quatrième journée, le onze guinéen a dominé une nouvelle fois l'Éthiopie 3 pour se hisser à la deuxième place du groupe H. La RD Congo a dominé pour sa part la Tanzanie 2-0.

Le 06 septembre 2024, lors de la première journée, l'on s'en souvient, le Syli national de Guinée a affronté les Léopards de la RD Congo au Stade des

Martyrs de Kinshasa. Abdoulaye Touré et ses coéquipiers se sont inclinés 0-1 face à leurs adversaires du jour, à la grande déception de leurs dirigeants et supporters inconditionnels. Le 10 septembre, ils ont eu à en découdre avec la Tanzanie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), le pays ne possédant pas pour le moment de stade répondant aux normes exigées par la CAF et la FIFA. Les poulains de Charly Paquillé (limogé par la suite) se sont fait battre 1-2 par une équipe tanzanienne à ossature locale. Après 4 journées, le classement dans ce groupe se présente comme suit : RDC (12 points) ; Guinée (6 points), Tanzanie (4 points); Ethiopie (1 point).

Pour rappel, le nouveau sélectionneur du Syli national, Michel Dussuyer, a publié le 30 septembre 2024, la première liste des 23 joueurs convoqués pour les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> journées. Le gardien de but Ibrahima Koné et Moriba Ilaix Kourouma sont absents de ladite liste, contrairement à l'attaquant de Borussia Dortmund, Serhou Guirassy, qui signe son grand retour au sein de la sélection nationale, depuis le limogeage de Kaba Diawara. Ce sont: Gardiens (Moussa Camara, Kemo Touré, Mory Keita) ; défenseurs ( Mohamed Ali Camara, Antoine Conté, Ibrahima Sory Conté, Ibrahim Diakité, Naby Oularé, Saïdou Sow, Issiaga Sylla ; Sékou Oumar Sylla) ; milieux de terrain (Aguibou Camara, Mady Camara, Seydouba Cissé, Cheick Oumar Condé, Morlaye Sylla, Abdoulaye Touré) ; attaquants



(Aliou Badara Baldé, Algassime Bah, Mohamed Bayo, Kandet Diawara, François Kamano, Serhou Guirassy). Par la suite, le gardien du Milo FC de Kankan, Kémo Touré, et le défenseur

Mohamed Aly Camara des Young Boys de Berne (Suisse) ont été remplacés respectivement pour des raisons administratives et pour cause de blessure.

Kaba Kankoula

Interview

JOURNÉE MONDIALE DE LA JEUNE FILLE

# Les confidences de la Directrice exécutive du Club des jeunes filles leaders de Guinée

Le 11 octobre de chaque année, marque la journée mondiale de la jeune fille. Une occasion pour les féministes, de sensibiliser les filles, d'interpeller les décideurs sur les droits des filles et dénoncer les violences dont elles sont souvent victimes. Cependant, la Directrice exécutive du Club des jeunes filles leaders de Guinée trouve insuffisante la seule date pour sensibiliser davantage les populations sur le respect des droits de cette couche vulnérable.



**L'Aigleinfos :** Ce 11 octobre marque la journée mondiale de la fille. Que vous inspire cette journée ?

**Oumou Khaïry Diallo :** C'est une journée qui est dédiée à amplifier les voix et à renforcer les plaidoyers et des réclamations en faveur des droits des jeunes filles. Cela ne veut pas dire qu'on ne revendique le droit de la jeune fille que le 11 octobre de chaque année. Nous menons des actions sur toute l'année

pour marquer cette journée spécialement dédiée à la jeune fille.

**L'Aigleinfos :** Quelle est la situation des droits de cette catégorie en Guinée ?

**Oumou Khaïry Diallo :** La situation des droits des filles n'est pas au niveau le plus satisfaisant. Certes, il y a eu des avancées notamment la scolarisation de la jeune fille et la lutte contre le mariage des enfants par endroits mais ce qu'il faut déplorer c'est

les mutilations génitales, des violences sexuelles, cela n'avance pas de façon positive. Ce qui fait que la situation reste alarmante.

**L'Aigleinfos :** Votre organisation en partenariat avec des institutions nationales et internationales mène le combat pour le respect des droits de filles. Quels sont les acquis ?

**Oumou Khaïry Diallo :** Le fait d'en parler est déjà un grand acquis, le fait d'avoir un cadre où on dénonce, où on fait porter nos voix au-delà de nos familles, de l'environnement où on vit pour toucher toute la sphère nationale, c'est quelque chose qui va accentuer des résultats. Autres acquis aussi c'est l'existence de plusieurs organisations qui militent dans ce sens-là qui font bouger les choses, l'existence de certains textes de loi, quoique ce n'est pas suffisant pour réprimander ces violences.

**L'Aigleinfos :** Des défis restent encore. Quelles sont les perspectives en vue pour les relever ?

**Oumou Khaïry Diallo :** Les efforts ne sont pas à la hauteur des besoins qui existent parce que quand on prend les violences sexuelles, c'est la catégorie de violence la plus dominante. Et il y a un grand besoin d'accompagnement et

de prévention qui existe à ce niveau. Il faut se dire que les moyens mis à disposition ne permettent pas de freiner ni d'endiguer cette problématique. C'est pour cela je fais un appel à tout un chacun pour qu'on continue à louer les efforts, faire des approches innovantes et actualisées en termes de lutte contre la violence basée sur le genre pour permettre à chaque fille de vivre dans un environnement sécurisé.

**L'Aigleinfos :** « La vision des filles pour l'avenir », est le thème choisi cette année pour la célébration de la journée de la fille. En tant que Directrice exécutive du club des jeunes filles leaders de Guinée, quelle interprétation faites-vous de cette thématique ?

**Oumou Khaïry Diallo :** C'est une thématique qui englobe une réalité assez percutante qui est le fait de libérer le potentiel de la jeune fille, lui donner la parole, de lui permettre de s'exprimer. La société devrait prendre un recul pour écouter la jeune fille. Quels sont ses rêves et la vision qu'elle a pour son avenir et celle de la nation. J'étais dans un collège où j'ai interrogé des jeunes filles de ce qu'elles voudraient devenir plus tard. J'ai eu des réponses comme médecins, douanières, avocates et même présidente de la République. C'est une

preuve suffisante que les filles rêvent grand. Et maintenant c'est à nous la société, de créer cet environnement pour leur permettre de réaliser ces rêves.

**L'Aigleinfos :** Quelles sont les activités que vous avez prévues pour ne pas passer sous silence cette journée ?

**Oumou Khaïry Diallo :** Il y a assez d'activités qui se font. Des causeries éducatives pour aller rencontrer des jeunes filles en milieu scolaire. Il y a aussi des formations en amont pour renforcer les capacités de certaines jeunes filles. Au-delà de ce 11 octobre, c'est tout le mois d'octobre qui est dédié à cela. Nous, pour matérialiser cette journée, nous organiserons un forum national avec les autorités, la société civile, des partenaires au développement pour discuter des enjeux liés aux violences basées sur le genre et au respect des droits des filles en Guinée. Ce forum aura lieu le 25 de ce mois pour discuter ensemble de cette question.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Mademoiselle Oumou Khaïry Diallo, Directrice Exécutive du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée !

**Oumou Khaïry Diallo :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ CARBONE EN GUINÉE

# Le PM lance les Journées nationales de concertation

Le lundi 14 octobre, le Premier ministre Amadou Oury Bah a présidé la cérémonie de lancement des Journées nationales de concertation pour la mise en œuvre du marché carbone en Guinée.

Dans son discours de circonstance, la ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Djami Diallo, a indiqué que les quatre journées de travaux seront axées sur la présentation par des experts internationaux des récentes initiatives internationales de tarification du carbone,

l'appropriation de l'instrument de tarification carbone, développé spécifiquement par la Guinée, avec tous les acteurs concernés, notamment par le secteur privé en vue de l'impliquer dans le financement de la lutte contre les effets du changement climatique. « Ces experts échangeront avec les parties prenantes guinéennes pour construire de façon consensuelle, les bases d'un modèle pertinent en vue de l'implantation de l'Instrument national de Tarification du Carbone adapté à notre contexte. Ces journées permettront également

d'approfondir les discussions amorcées avec le secteur minier sur l'opérationnalisation de cet instrument, tout en renforçant les capacités des experts gouvernementaux dans la mesure, le rapportage et la vérification des données de suivi des gaz à effet de serre au niveau des sites miniers », dira-t-elle.

Et de faire remarquer que l'adhésion de la Guinée au Défi mondial sur la tarification carbone constitue une preuve supplémentaire de l'engagement de la Guinée pour un développement durable basé sur

la conciliation d'un secteur minier dynamique avec la protection de l'environnement et le respect de nos engagements pour le climat mondial.

Prenant la parole à cette occasion solennelle, le Premier ministre Amadou Oury BAH a, au nom du président Mamadi Doumbouya, annoncé officiellement l'adhésion de la Guinée au Défi mondial sur la tarification carbone (Global Carbon Pricing Challenge) en tant que pays ami. Une décision qui a été saluée par le représentant de la Banque Mondiale, qui appuie la Guinée à la préparation au

marché carbone.

Il a rappelé que l'instrument sur la tarification carbone est conçu en prenant en compte les circonstances nationales spécifiques de la Guinée. Il est basé notamment sur trois (3) principes majeurs : soutenir la compétitivité du secteur minier guinéen ; impliquer le gouvernement guinéen et le secteur minier ; utiliser les revenus pour soutenir l'atténuation du changement climatique dans le secteur minier.

Mamadou Oury

Interview

COMPTEURS PRÉPAYÉS

# Le président de l'Union pour la défense des consommateurs de Guinée désapprouve la démarche du ministère

*Le ministère de l'Energie et de l'Hydraulique veut rendre obligatoire l'utilisation des compteurs prépayés dans les ménages. Le ministre Aboubacar Camara et ses cadres, ont d'ailleurs sollicité l'appui de la gendarmerie nationale pour leur faciliter la tâche. Une démarche qui est rejetée par M'bany Sidibé, le président de l'Union pour la Défense des Consommateurs de Guinée que nous avons eu en entretien.*



prépayé ou le post-payé et enfin de diminuer le prix du kilowattheure. Voilà pourquoi nous nous opposons à cela.

**L'Aigleinfos :** Pensez-vous que vous êtes entendu par le département de l'Energie à travers vos différentes sorties ?

**M'bany Sidibé :** Nous sommes très contents parce que dans le passé, les gens voyaient les compteurs prépayés devant leurs portes, et aujourd'hui, ils sont en train de faire un semblant de campagne de sensibilisation mais nous pensons que ce n'est pas la solution. La vraie solution c'est de travailler en amont sur les documents de contrat où les consommateurs sont libres de choisir le pré ou le post-payé, comment la facturation va se faire et en cas de court-circuit qui s'en charge. Il y a même un organe qui a été créé appelé Autorité de Régulation de l'eau et de l'Energie qui devrait faire ce travail.

**L'Aigleinfos :** Nous avons quand même vu le Premier ministre poser un compteur à la Primature, des départements ministériels sont sommés de suivre le pas, et le mercredi 09 octobre 2024, le ministère

de l'Energie a sollicité un accompagnement de la gendarmerie nationale pour lui faciliter ce travail. Comment comprenez-vous ces démarches ?

**M'bany Sidibé :** C'est bien toutes ces démarches. Je réitère que nous ne sommes pas contre les compteurs mais nous sommes contre leur imposition. D'ailleurs, nous sommes très surpris de voir le Ministre se mettre devant toute cette situation pour intimider les citoyens en utilisant les forces de sécurité. Nous n'allons pas céder à cette intimidation. Dans aucun pays on a imposé les compteurs prépayés. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation de précarité, les consommateurs n'ont pas suffisamment d'argent. Il est plus facile pour un consommateur de payer une facture bimensuelle que le prépayé. Il y a des gens qui passent même des semaines sans avoir d'unités dans leur téléphone. Ceux qui veulent aller en prépayé, qu'ils aillent. Faites votre investigation dans les départements ministériels. La plupart des compteurs qu'ils ont posés ne fonctionnent pas parce que les gens n'adhèrent pas.

**L'Aigleinfos :** Quelle doit être la stratégie adoptée par les autorités du ministère de l'Energie et de l'EDG pour amener les consommateurs à comprendre leur démarche

?

**M'bany Sidibé :** Je pense que la meilleure façon de réussir une réforme, c'est d'amener les consommateurs à adhérer à votre réforme. Ce n'est pas par la force car la force a ses limites. Le courant a un caractère social, si nous avons des barrages aujourd'hui, c'est l'argent du contribuable. Donc tout le monde doit avoir le courant. Ce n'est pas un luxe, c'est un droit d'avoir le courant.

**L'Aigleinfos :** En tant que président de l'Union pour la Défense des Consommateurs de Guinée, comment trouvez-vous le panier de la ménagère aujourd'hui ?

**M'bany Sidibé :** Nous sommes devant la cherté de la vie. Aujourd'hui quand vous partez dans les marchés, le prix du poisson a augmenté et d'après nos enquêtes, le poisson est devenu rare et pourtant Conakry est entouré d'eau. Le cas de la viande et même le prix du riz qui avait été plafonné, n'est plus respecté. Il faut que le ministère du Commerce puisse mener un travail à ce niveau !

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur M'Bany Sidibé, président de l'Union pour la Défense des Consommateurs de Guinée !

**M'bany Sidibé :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

**L'Aigleinfos :** Le ministère de l'Energie exprime de plus en plus sa volonté d'installer des compteurs prépayés au niveau des ménages. Qu'en pensez-vous ?

**M'bany Sidibé :** Nous avons suivi un communiqué opaque de l'EDG appuyé par le ministère de l'Energie. C'est un communiqué que nous condamnons parce que ça viole systématiquement le droit à l'information et au choix des consommateurs. Il faudrait que

les consommateurs puissent choisir entre le compteur prépayé et post-payé. On ne peut pas comprendre que le gouvernement lui-même viole des principes. Et au-delà de cela, nous avons eu un entretien avec le ministre et lui avons dit qu'il faudrait que le ministère travaille en amont pour personnaliser l'abonnement du courant dans notre pays, ensuite nous avons dit de laisser le choix aux consommateurs de prendre le

## KALÉMODOU YANSANÉ À L'AG DE L'UFDG

# « Qu'on ait pitié de nos caisses, qu'on respecte nos ressources... »

Le samedi 12 octobre 2024, l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à la Minière. Son vice-président, Kalémodou Yansané, a mis cette occasion à profit pour commenter l'interdiction faite aux ministres CNRD de sortir du territoire de la République de Guinée sur ordre du président de la transition, le

général Mamadi Doumbouya. « Pour une fois, je félicite le CNRD pour avoir pris cette décision. Qu'on ait pitié de nos caisses. Qu'on respecte nos ressources. Qu'on limite un peu la dépense inutile. Pour une fois, je suis d'accord sur la mesure. Mais on n'avait même pas besoin de faire de cela un communiqué. Parce que quelle que soit la force d'un ministre, pour qu'il fasse

un déplacement, il faut qu'il y ait un ordre de mission signé, sinon le ministre ne sort pas », a fait observer le vice-président de l'UFDG devant les militants, sympathisants et responsables mobilisés pour l'élection des membres du bureau de la fédération de Lambanyi. Ce proche parmi les proches du président Cellou Dalein Diallo d'ajouter ceci : « nous avons

connu les Jeux olympiques, la délégation officielle, son nombre était plus élevé que les athlètes. On est venu avec zéro médaille. Donc, je souhaite que cette mesure soit respectée. Je ne sais même pas pourquoi on a mis le 31 décembre 2024. Est-ce que le 31 décembre va mettre fin, donc, définitivement à la transition ? Ce que nous souhaitons vivement, que d'ici là, qu'il y ait des élections,

et qu'enfin, notre président soit retourné dans le siège qui lui revenait depuis 2010 » Il faut dire que cette décision des autorités de la transition continue de faire réagir au sein de l'opinion et de susciter des interrogations chez bien des observateurs de la scène sociopolitique guinéenne.

Kéfina Diakité

## ÉDUCATION

# Saranké Traoré, couronnée Miss mathématiques de la troisième édition de la SENAMSCO

**La troisième édition de la Semaine Nationale du Mérite Scolaire (SENAMSCO) s'est tenue à Conakry durant trois jours. C'est un événement qui met en compétition les écoles guinéennes afin d'encourager les filles à embrasser les filières mathématiques. Après Boké, c'est la région de Kankan qui est partie cette année avec la couronne de Miss mathématiques. Mais au-delà de l'aspect académique, l'aspect sportif a aussi été récompensé, une manière de promouvoir le sport à la base. Cette initiative créée en 2021, est de Guillaume Hawing, l'ancien ministre de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation.**



Depuis 2021, dès l'avènement du CNRD au pouvoir, les autorités en charge de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation ont initié la Semaine Nationale du Mérite Scolaire. Ce projet, créé de l'émulation entre les élèves afin de les pousser à se rapprocher davantage de leurs cahiers. Cette année, il est placé sous le thème : promouvoir le mérite, l'excellence et la santé physique en milieu scolaire.

Une brochette de ministres du gouvernement Bah Oury, à savoir le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, le ministre de la Jeunesse et des Sports, la ministre de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle, celle de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables, la ministre des Télécommunications et de l'économie numérique, le ministre du travail et de la fonction publique ainsi que le secrétaire général du

gouvernement ont assisté à la cérémonie de clôture qui a eu lieu samedi, 12 octobre 2024 au palais du peuple, en présence de l'initiateur de ce projet, Guillaume Hawing.

Désormais ancien ministre de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation, Guillaume Hawing a eu l'invitation de son successeur à prendre part à cette cérémonie. D'ailleurs, l'opportunité lui a été donnée de s'exprimer à cette occasion. « Cette oeuvre, nous l'avons débutée depuis l'avènement du CNRD au pouvoir. Le ministre Guillaume était, il est passé, aujourd'hui c'est le ministre Jean Paul Cedy qui continue, seules les oeuvres ont raison parce les hommes passent. Voilà pourquoi je vais dire bravo et félicitations au ministre Jean-Paul Cedy pour avoir créé de l'émulation au sein de l'école guinéenne », a-t-il déclaré.

Cette troisième édition de la SENAMSCO a récompensé des lauréats dans différentes

disciplines. L'équipe de football de Kankan a été médaillée d'or,

tandis que celle de Conakry s'est contentée de la médaille d'argent. Au niveau du concours d'éloquence qui avait pour thématiques : "l'enseignement de nos langues nationales peut-elle être une priorité" au niveau collège et " l'égalité entre fille et garçon peut-elle être une réalité" catégorie lycée. Sur ces deux thèmes, la région de Conakry s'est emparée des trophées face à Kindia. Quant au concours miss mathématiques, Saranké Traoré, arrivée de la région de Kankan, a été couronnée. Un trophée qu'elle dédie à ses parents mais qui n'a pas été facile à remporter. « Ce prix, je le dédie à mes parents et à mon Professeur Monsieur Bangaly Traoré car si ce n'était pas eux, je ne serais pas là aujourd'hui. Ils m'ont soutenue du début jusqu'à la fin parce que pendant le premier tour, je me suis retrouvée 7ème, mais vu les notes des autres, je me suis dit qu'il fallait redoubler d'efforts », s'est-elle réjouie. Cette élève a été récompensée d'un ordinateur portable et une enveloppe de symbolique de dix millions de francs guinéens.

Le ministre de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'alphabétisation a présidé la cérémonie de clôture de cette 3ème édition. Il a interpellé le corps enseignant à faire preuve de rigueur pour rendre plus avantageux ce projet. « Nous avons désormais la prétention d'aller vers la qualité, vers l'élite. Cet objectif ne peut être atteint sans la refondation de nos comportements. Ce que nous avons vu avec ces résultats autant sportifs et académiques, montrent que nos élèves ont tout le potentiel. Ce qui leur manque, c'est notre soutien, et ce soutien doit être total », a lancé Jean Paul Cedy.

Au nom de ses collègues femmes du gouvernement de la transition, Charlotte Daffé, ministre de la Promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables a annoncé en marge de cette cérémonie, la prise en charge des frais d'études universitaires de Yayé Bobo Bah, deuxième en sciences mathématiques au baccalauréat 2024 pour une destination de son choix.

Samuel Demba. D



## INSÉCURITÉ

# Des mesures de prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme au centre d'une table ronde à Conakry

Conakry a abrité le jeudi, 10 octobre 2024, une table ronde à la maison des jeunes de Kipé, dans la commune de Ratoma. Objectif, prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme dans l'espace Mano-River. L'initiative vient des acteurs de la société civile de la sous-région. Elle a été présidée par le chef du cabinet du Secrétariat général des affaires religieuses avec la présence des autorités communales de Ratoma et des départements sectoriels.



Plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine ont connu des guerres terroristes ou conflits dont les traces sont encore palpables. A l'exception de la Guinée qui reste le pays de l'espace Mano-River qui n'a pas vécu ce phénomène sur son territoire, jusque-là. Cependant, le pays est parfois confronté à des situations d'extrémisme violent. Ce qui a interpellé des acteurs de la société civile des pays membres de l'organisation à murir des réflexions autour du sujet. A ce propos, le Coordinateur national du Réseau Afrique Jeunesse de Guinée pense qu'il est nécessaire de prévenir : « Nous avons mobilisé les départements sectoriels notamment le ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation, celui de la défense pour parler des mesures et prévention du terrorisme et l'extrémisme violent qui est en train de prendre de l'ampleur dans la sous-région. C'est vrai que jusque-là on n'a pas connu le terrorisme dans notre pays mais l'extrémisme violent

nous le vivons au quotidien. Et comme on le dit, ce n'est pas le jour de la chasse qu'il faut dresser son chien. C'est dès maintenant qu'il faut mettre des mécanismes de prévention et d'alerte pour la sécurité des citoyens guinéens », a prévenu Lamine Bah. L'Ivoirienne Régina Bandé a représenté le Directeur général du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent-GIABA à cette table-ronde. Le GIABA est un organisme de la CEDEAO en charge de subventionner des organisations de la société civile. Dans un message franc, l'envoyée de la Côte d'Ivoire s'est adressée à la jeunesse qui pour elle, est la pièce maitresse à contrôler à ce sujet. « Le message que nous voulons faire passer aux jeunes, nous voulons qu'ils comprennent qu'ils doivent s'informer parce que le terrorisme et l'extrémisme violent sont des fléaux qui gangrènent notre société. Et lorsque nous ne sommes pas bien informés, nous

sommes vite utilisés par des groupes radicaux, ce qui est à la défaveur de la jeunesse. Il est important dans cette sensibilisation que nous faisons avec la société civile et les décideurs, que chacun comprenne les risques et quelles sont les bonnes pratiques à adopter. Il faut que les dirigeants créent des pôles d'emploi pour empêcher les jeunes de tomber dans ce qui est extrémisme violent et dans ce qui est terrorisme. Mais les jeunes aussi doivent comprendre que même si tu as ton emploi ou tu sois employé par l'Etat, nul n'est à l'abri car le recrutement dans les groupes radicaux c'est tous les jours. Donc, c'est bon que chacun comprenne que je suis jeune et je dois m'engager. Et à l'occasion de cette table ronde, nous faisons de ces jeunes, des relais dans leurs communautés », a conseillé la gestionnaire du centre

terrorisme et l'extrémisme violent. C'est vrai qu'aujourd'hui, manque de paix est interprété comme manque de cohésion sociale. Il faut capitaliser tous ces facteurs pour lutter contre le phénomène. Nous allons créer le dialogue entre les gouvernants et les gouvernés. Ceci dit, aujourd'hui les portes de la commune sont grandement ouvertes pour tout échange de dialogue. Nous ne disons pas aux jeunes que nous avons une solution magique mais avec un mécanisme, nous pouvons les convaincre qu'ils font désormais partie de la solution. Et je pense que notre commune est en mesure de gérer aujourd'hui ces cas », a déclaré Ahmed Sékou Traoré. Cette table-ronde a été présidée par le Chef de cabinet du Secrétariat général des affaires religieuses. Dr Nyankoye Edouard Sagno a soutenu

dans notre pays. Pourquoi nous n'avons pas connu de conflit jusque-là, c'est parce nous donnons place à ce qu'il y a d'essentiel dans notre pays. C'est pourquoi aujourd'hui lorsque nous nous réunissons pour parler des mécanismes de prévention de terrorisme et l'extrémisme violent, je dirais simplement que la mutualisation des efforts permettra de tenir à bout. Si nous voulons combattre ces phénomènes, il est important que nous nous levions dès maintenant pour pouvoir préserver les générations futures, et cela passe tout naturellement par les prédispositions de l'Etat guinéen en permettant que nous puissions œuvrer que notre pays reste sain et sauf », a sollicité ce professeur d'université. Néanmoins, les autorités guinéennes sollicitent auprès des pays membres de la Mano-River, un



informatique du GIABA. Ratoma est l'une des communes de Conakry, connue pour des violences. Le président de la délégation spéciale de cette juridiction pense trouver une approche contre le phénomène. « Nous accueillons avec enthousiasme cette rencontre de paix mais surtout en termes de prévention contre le

que si la Guinée reste encore le seul pays qui n'a pas été frappé par ces fléaux, c'est grâce à la cohésion sociale des citoyens sous la couverture des autorités religieuses. « Pour quelle raison nous n'avons pas connu de guerre, c'est parce que nous promovons nos valeurs culturelles qui sont enseignées par la religion

renforcement des capacités institutionnelles et la mise en place d'un cadre d'échange de renseignements pour mieux combattre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Samuel Demba. D

## POLITIQUE

# François Louncény Fall élu président de l'UNPG à l'issue d'un congrès

Le samedi 12 octobre 2024, l'Union Nationale des Patriotes de Guinée (UNPG) a tenu à Conakry, son congrès national. Sans surprise, c'est l'ancien Premier ministre, François Louncény Fall, qui a été élu président du parti suite à un vote à main levée.



Dans son intervention de circonstance, le secrétaire général de l'UNPG, Patrice Kourouma, a déclaré : « Pour le premier congrès de notre parti, je voudrais saluer votre attachement et votre engagement au parti qui ne feront jamais défaut. Nous sommes réconfortés au niveau de la direction du parti de vous voir tous présents parce que ça nous donne l'espoir que nous pouvons demain compter sur la scène politique. L'UNPG sera

un parti avec lequel il faudra compter dans notre pays. Je voudrais au nom du bureau, du congrès, vous dire que notre congrès se tient un an, deux mois après le lancement du parti, le 12 août 2023 »

Prenant la parole à cette occasion solennelle, le président de l'Union nationale des Patriotes de Guinée (UNPG), François Louncény Fall, a tenu d'abord à remercier la délégation du MATD, les autres invités présents et les membres

du parti pour la confiance placée en lui. « Camarades militantes et militants de notre parti, l'UNPG, chers invités, je commencerai d'abord par remercier Allah, le Tout-Puissant, le Miséricordieux de nous avoir accordé ce jour pour organiser ce congrès. Je voudrais ensuite remercier l'ensemble des militants, aussi bien ici à Conakry qu'à l'intérieur du pays et à l'extérieur de la Guinée, vous remercier pour l'incalculable confiance que vous venez de placer en ma modeste

personne. La confiance que vous avez placée en moi n'est pas un mérite personnel mais, c'est la conjugaison des efforts inlassables que mes compagnons de la première heure, que nous avons mené ensemble pour faire asseoir les bases de notre parti. Et je voudrais ici les en remercier et leur dire que maintenant, je ne remercie pas seulement ma seule personne, mais l'ensemble des compagnons et aussi toutes les militantes et tous les militants de notre parti pour qu'ensemble, nous puissions œuvrer pour la mise en œuvre de notre vision pour notre pays. », a indiqué l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté. Et d'ajouter : « Au cours de ce temps relativement court pour un parti politique, l'UNPG a réalisé de grands progrès pour son implantation sur l'ensemble du territoire national. Je voudrais ici rendre un hommage mérité aux militants du parti avec un cachet particulier pour les femmes qui sont l'épine dorsale de ce parti, appuyées par la détermination de la jeunesse, pleine d'énergie et convaincue d'avoir fait le bon choix. Aujourd'hui encore, tous les observateurs continuent

de s'interroger sur le sort de notre pays. Un pays pourtant promis au plus bel avenir au moment de notre accession à l'indépendance, en raison de son immense potentiel économique mais qui continue de vivre dans un état de pauvreté inacceptable. Vous êtes des témoins privilégiés, vous les congressistes, venus de différents endroits du pays, des difficultés innombrables rencontrées pour arriver à Conakry, en raison de l'état défectueux des routes. Je ne sais pas si nos camarades de Macenta sont encore arrivés ici mais, hier nuit, ils étaient encore bloqués entre Dabola et Faranah parce que toutes les voies d'accès sont défectueuses dans le pays. Je mentionnais aussi, dans le cadre de ce paradoxe, des milliers de jeunes Guinéens qui fondent l'espoir et qui choisissent le chemin dangereux de l'aventure. Bravant les flots meurtriers des océans, ou la forêt amazonienne, à partir du Nicaragua. Un mot que les Guinéens viennent de découvrir il y a quelque temps, et qui est rentré dans le vocabulaire commun, Nicaragua... »

**Kaba Kankoula**

## MINISTRES INTERDITS DE SORTIR DU PAYS

# Ce qu'en pense le RPG Arc-en-ciel

Lors de l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, qui s'est tenue le samedi 12 octobre 2024, à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom. Aboubacar Dansoko, dans sa communication de circonstance, au nom du parti, est revenu sur la récente décision gouvernementale interdisant les déplacements des ministres CNRD à l'étranger.

« Les ministres et responsables sortent de manière intempestive, souvent avec des ressources publiques », a-t-il fustigé, tout en insistant sur l'importance de mettre un terme à ces pratiques avant la fin de l'année.

Pour sa part, Naïni Tounkara

a tiré sur le porte-parole du Gouvernement, Ousmane Gaoual, qui, pour justifier cette décision, a mis en avant la nécessité de rationaliser les dépenses publiques. Pour ce cadre du parti jaune, il est inacceptable que le gouvernement prenne conscience des dépenses inutiles seulement trois ans après le début de son mandat. Le ministre Ousmane Gaoual a indiqué que certains ministres effectuaient des missions coûteuses et jugées non essentielles. Mais en croire, M. Tounkara, cette prise de conscience tardive révèle un manque de courage de la part de ceux qui entourent le président Mamadi Doumbouya.

**Kéfina Diakité**





DÉCRETS

# Plusieurs hauts cadres nommés au Ministère des Postes et Télécommunications

Le vendredi, 11 octobre 2024, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya a nommé plusieurs hauts cadres au département des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique.



- 1- Inspecteur général: Alpha Camara, précédemment conseiller principal;
- 2- Inspecteur Général adjoint, Mamadou Hady Bah,
- 3-Directeur général du bureau de stratégie et de développement, Apollinaire Loua,
- 4- Directeur général adjoint du bureau de stratégie et de développement, Souaré Bah Diaby ;
- 5- Directeur national des télécommunications, Diakaridia Dioubaté;
- 6- Directeur national adjoint des télécommunications, M. Niankoy Bolamou ,précédemment chargé d'apprentissage en Afrique de l'Ouest, pour Search for Common Ground,
- 7-Directeur national des postes, Mohamed Sita Cissé, précédemment Directeur général de la poste SA.
- 8- Directeur national adjoint des postes, Lancinet Joe Condé, précédemment conseiller chargé des questions économiques postales et de prospective ;
- 9-Directeur national des technologies de l'information et de l'économie numérique, Aly Chérif, précédemment conseiller principal au ministère des postes des télécommunications et de l'économie numérique;
- 9- Directeur national adjoint des technologies de l'information et de l'économie numérique, Aboubakar Sidiki Douno, précédemment directeur

- général de 54 start-up, Organismes publics autonomes
- 1-Directeur général de l'agence nationale de digitalisation de l'État, Youssouf Aribot,
- 2- Directrice générale adjointe de l'agence nationale de digitalisation de l'État, Mariame Bah ;
- 3- Directeur général de la société guinéenne de large bande, Mamy Traoré,
- 4- Directeur général de la société de gestion et d'exploitation de backbone national, Mohamed Kourouma,
- 5- Directeur général adjoint de la société de gestion et d'exploitation du backbone national, Noumouké Condé, précédemment directeur national adjoint des télécommunications
- 6- Directeur général de la société de la poste guinéenne, Safa Tounkara, précédemment Directeur général adjoint de la société de gestion et d'exploitation du backbone national;
- 7- Directrice générale adjointe de la société de la poste guinéenne, Élise Koivogui
- 8- Coordinateur Général de la société Guinée Télécoms Lamine Samoura ;
- 9- Directeur général de l'agence nationale du service universel des télécommunications et du numérique, Gaoussou Sougoulé, précédemment directeur général de la coordination et du suivi des aides au ministère du plan et de la coopération internationale,
- 10- Directrice générale

adjointe de l'agence nationale du service universel des télécommunications et du numérique, Fatou Sylla.

Services déconcentrés.

1-Directeur Régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de la ville de Conakry, Abdoulaye Touré, précédemment directeur national de la poste.

2- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Kindia, Fodé Fofana, précédemment inspecteur général des postes des télécommunications et de l'économie numérique.

3- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Boké, Mamadi Kèfimba Diaby, précédemment chef service informatique au Gouvernorat de la ville de Conakry.

4- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Labé, Mamadi 1 Diabaté, précédemment directeur national adjoint.

5- Directrice Régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Mamou Aïssatou Bella Barry, précédemment cheffe du département de la digitalisation et des systèmes d'information de l'Agence nationale de lutte contre la corruption et de la promotion de la bonne gouvernance.

6- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Kankan, Oumar Telly Diallo, précédemment directeur national adjoint de la poste.

7- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de Faranah, Frantoma Traoré.

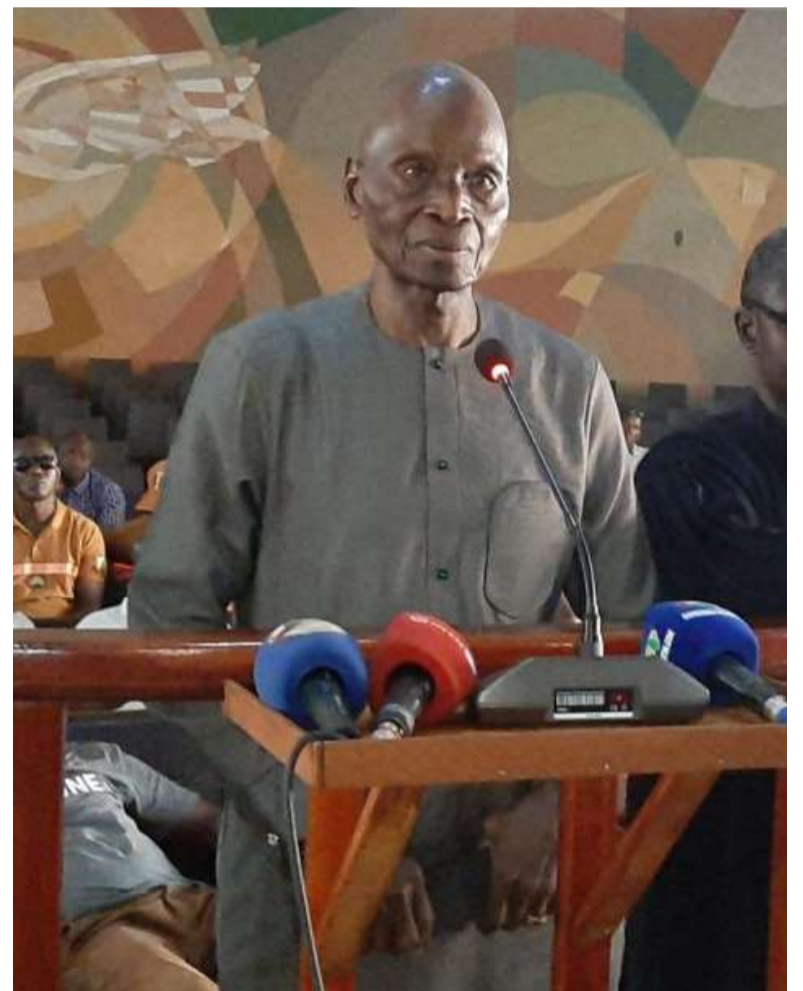
8- Directeur régional des postes des télécommunications et de l'économie numérique de N'Zérékoré, Odilon Charles-Loua, précédemment gestionnaire du service infrastructure et support informatique chez Areeba/MTN Guinée.

Kaba Kankoula

JUSTICE

# L'ex-ministre Mamadi Camara de nouveau à la barre

Le lundi 14 octobre, l'ex-ministre de l'Economie et des Finances Mamadi Camara poursuivi par la CRIEF pour détournement présumé de deniers publics était de nouveau à la barre. Le procès a par la suite été renvoyé au 30 octobre 2024.



Pour rappel, l'ancien ministre d'Alpha Condé est poursuivi pour des faits de détournement de deniers publics, corruption, blanchiment de capitaux et d'enrichissement illicite portant sur plusieurs montants dont entre autres : un montant de 80 milliards 349 millions 913 mille 302 francs guinéens destinés aux fournisseurs. A la barre, il a été confronté au rapport provisoire de l'IGE qui l'incrimine sur sa gestion de 2018-2021. « Le ministre ne gère pas directement le budget du département, il s'occupe des questions d'intérêts nationales. La gestion est faite par les coordonnateurs délégués (le chef de cabinet ou les directeurs) », a martelé l'ex-ministre de l'Economie et des Finances.

Répondant à la question de savoir pourquoi il y a plusieurs variations dans la masse salariale de sa gestion avec une augmentation de 42 milliards de francs guinéens,

Mamady Camara a dit ceci : « Les variations ne relèvent pas de ma responsabilité. C'est le ministère de la Fonction publique et le ministère du Budget qui gèrent cela... Le jour où l'IGE est passée pour l'inspection, toutes les fiches n'étaient sûrement pas disponibles. Sinon je ne sais pas pourquoi, il y a des parties vides dans le rapport de l'IGE ». L'affaire a été renvoyée au 30 octobre prochain pour la production du rapport définitif de l'IGE.

A part Mamady Camara, plusieurs autres dignitaires du régime déchu sont poursuivis par la CRIEF pour détournement présumé de deniers publics : Dr Ibrahima Kassory Fofana, Amadou Damaro Camara, Dr Ibrahima Kourouma, Oyé Guilavogui, Dr Mohamed Diané, Kabinet Sylla alias Bill Gates.

Mamadou Oury

## RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

**L'Union sacrée pense que la date du 31 décembre 2024 n'est pas tenable**

**Dans une déclaration rendue publique le 14 octobre 2024, les partis et coalitions politiques membres de l'Union sacrée des Forces vives de Guinée indiquent que la date du 31 décembre 2024 n'est pas tenable pour le retour à l'ordre constitutionnel.**



« Les Partis et coalitions politiques réunis au sein de l'Union sacrée des forces vives de Guinée, attachés à leur rôle naturel, suivent avec une attention soutenue, l'évolution de la situation socio-politique de notre pays. Nous le faisons plus en cette phase de la transition particulièrement préoccupante. D'autant plus que la majorité du Peuple de Guinée s'attend avec impatience au retour à l'ordre constitutionnel.

En effet, il nous a été donné de constater que, la durée et le chronogramme de la transition ne sont pas en train d'être partagés par l'ensemble des acteurs politiques et

les autorités tel qu'il a été préalablement promis dans la charte de de la transition, dont le pays a été doté.

A cette allure, si aucune action préventive n'est entreprise immédiatement, notre pays risque de vivre une autre page tumultueuse de son histoire, liée à la fin de la transition prévue le 31 décembre 2024, selon l'accord dynamique entre le CNRD et la CEDEAO.

Malheureusement aucun des signataires de cet accord n'a pu respecter son contenu, c'est pourquoi nous acteurs politiques guinéens devant l'histoire, il nous revient de faciliter la conduite de la

transition au CNRD malgré le retard orchestré de façon délibéré de certains responsables en charge des départements concernés pour le retour à l'ordre constitutionnel. Etant donné les enjeux, le CNRD et les acteurs politiques guinéens doivent se retrouver en compatriotes pour requalifier le contenu de la transition de sorte que la communauté internationale soit rassurée et convaincue que les crises guinéennes se rejouent désormais entre les guinéens. Pour rappel, les partis politiques membres de l'US-FVG ont été de ceux qui pensent que cette transition devrait prendre fin

comme prévu, mais il ressort qu'au regard de la conjoncture actuelle, surtout avec l'explosion du dépôt central des hydrocarbures de Kaloum, cette date pourrait difficilement tenir.

Toutefois, convaincus des vertus du dialogue et attachés aux valeurs patriotiques, les Partis politiques de l'US-FVG s'inscrivent dorénavant dans la dynamique de redéfinir les grands axes qui mènent au retour à l'ordre constitutionnel, à travers l'organisation d'une concertation nationale qui regroupera le CNRD, les différentes composantes de la nation et permettra de discuter des sujets d'intérêt national, en vue d'éviter à la Guinée une autre crise au-delà du 31 décembre 2024.

Aujourd'hui, personne n'ignore la présence de prémisses de risque imminent d'une crise politique. Cette initiative dont nous sommes porteurs s'explique par cet état de fait regrettable latent. Ne dit-on pas qu'il vaut mieux prévenir que guérir.

Donc, il s'agit d'anticiper sur la crise à travers ce cadre de concertation pour trouver un

consensus politique, facilitant légitimement le retour à l'ordre constitutionnel.

De manière objective, cette concertation nationale responsable aura à l'ordre du jour : la relecture (rediscussions) de la durée et le chronogramme de la transition, en vue d'avoir une durée et un chronogramme réalistes.

A l'issue de cette conférence de presse, la coordination nationale de l'Union Sacrée entamera dans les prochaines heures et les jours des prises de contacts avec toutes les composantes de la nation, des partenaires techniques et financiers en vue d'accorder à notre démarche un caractère inclusif et participatif.

En dépit de tout, nous sommes également convaincus que les guinéens, comme par le passé réussiront à surmonter cet autre tournant décisif de notre histoire dans l'écoute et le respect mutuel.

Vive la République ! », peut-on lire dans la déclaration de la coordination nationale de l'Union Sacrée des forces vives de Guinée.

Samuel Demba. D

## AFRIQUE

**Le néo-panafricaniste béninois Kemi Seba interpellé à Paris**

**Kemi Seba a été interpellé à Paris. Selon les informations de RFI, du Monde et de l'AFP, le militant béninois a été interpellé lundi 14 octobre dans la capitale française. Le polémiste, connu pour ses positions anti-occidentales et pour ses liens avec la Russie, a été déchu de sa nationalité française en juillet dernier. Le motif de son interpellation reste inconnu.**

L'interpellation de Kemi Seba lundi 14 octobre en plein Paris a été confirmée à RFI mardi dans l'après-midi par une première source diplomatique et une seconde source sécuritaire basée dans la capitale.

Dans un communiqué publié mardi soir sur la page Kemi Seba officiel, il est indiqué que Kemi Seba et son bras droit Hery Djehuty ont été interpellés par des agents de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) et que les chefs d'inculpations retenus contre eux seront communiqués lors d'une conférence de presse dans les prochaines heures.

Selon Maud-Salomé Ekila, la porte-parole de l'ONG Urgences Panafricanistes, Kemy Seba était en France pour « échanger avec des opposants béninois et rendre visite à un proche souffrant ».

Il venait, ces deux dernières semaines, d'effectuer une série de rencontres avec des organisations de la société civile et des médias, en Espagne et en Belgique, muni d'un visa lui permettant de circuler dans l'espace Schengen. Une campagne destinée, selon Maud-Salomé Ekila, à soutenir « les processus souverainistes des peuples afro-descendants ».

Le 8 juillet 2024, le Conseil d'État avait validé la déchéance de nationalité de l'activiste néo-panafrican, originaire de Strasbourg, le ministère de l'Intérieur lui reprochant un comportement et des propos qui « révèlent une posture constante résolument anti-française ».

En réaction, le polémiste de 42 ans avait jugé ce retrait de citoyenneté comme « une reconnaissance pour son travail politique contre la Françafrique ». Début août, la junte du CNSP au Niger, ouvertement hostile à la France, lui délivrait un passeport diplomatique nigérien.

RFI



## REPRISE DES ENQUÊTES DE LA CPI EN RDC

# Les organisations de défense des droits de l'homme satisfaites

**La Cour pénale internationale a annoncé lundi 14 octobre la reprise de ses enquêtes en République démocratique du Congo. Des enquêtes sur les crimes graves - relevant du statut de Rome - dans l'est du pays. Vingt ans après ses premières enquêtes en Ituri, qui se sont soldées par la condamnation de plusieurs chefs de guerre, la CPI va désormais se pencher sur des crimes plus récents commis dans la province du Nord-Kivu a annoncé lundi soir le procureur de la CPI Karim Khan. Une annonce saluée par les différentes organisations de défense des droits de l'homme.**



Dans un communiqué publié lundi 14 octobre, le procureur de la Cour pénale internationale annonce la « réactivation » de ses enquêtes en République démocratique du Congo. Cette décision fait suite à une visite à La Haye du vice-ministre congolais de la Justice, Samuel Mbemba Kabuya, la semaine dernière. Depuis 2004, sept responsables congolais ont déjà fait l'objet de mandats d'arrêt de la CPI - et cinq d'entre

eux y ont été jugés - dans le cadre des investigations sur les crimes commis dans le pays. Il faut que les enquêtes soient étendues à l'ensemble des acteurs armés y compris les forces de sécurité, selon la Lucha.

« Déjà, c'est juste une réactivation des enquêtes, explique Stewart Muhindo, joint au téléphone par Alexandra Brangeon de la rédaction Afrique. Donc ce

qu'on souhaite, c'est que les enquêtes, évidemment, soient menées et qu'elles conduisent à des poursuites contre les personnes qui auraient été identifiées comme auteurs de graves violations des droits de l'homme. Parce que cela existe. Deuxièmement, c'est que ces enquêtes s'étendent à l'ensemble des acteurs armés qui sont impliqués dans la violence armée qui se déroule en province du Nord-Kivu.

On sait qu'avec le gouvernement, il y a une très forte focalisation sur le M-23, évidemment avec raison, parce qu'il y a des crimes graves qui sont commis par le M-23 et l'armée rwandaise et toutes les milices qui sont impliquées dans cette crise. Cependant, il est important que les enquêtes s'étendent à d'autres acteurs armés, notamment les ADF qui sont des rebelles ougandais qui commettent aussi des crimes graves, notamment à Beni, au nord de la province. Il y a aussi même certaines forces de sécurité qui sont impliquées dans des crimes graves qui pourraient entrer dans la sphère des compétences de la CPI. On se rappelle par exemple du massacre de manifestants pacifiques, le 30 août 2023 dans la ville de Goma et ça, ce sont des crimes graves qui devraient aussi intéresser le procureur de la CPI. »

C'est une bonne chose parce que toutes les victimes ont droit à ce que justice soit faite, quels que soient les auteurs des crimes, insiste Jean Mobert Senga d'Amnesty International, joint également par Alexandra

Brangeon. « Donc, l'agenda des autorités congolaises qui consistait à confiner d'éventuelles enquêtes sur les seuls crimes commis par le M-23 et par l'armée rwandaise, est un agenda politique auquel la CPI ne peut pas et ne doit pas se soumettre ; c'est une bonne chose pour nous et nous pensons que justement, il y a eu des crimes commis par toutes les parties au conflit au Nord-Kivu, par le M-23 avec le soutien de l'armée rwandaise, mais également par l'armée congolaise ; y compris des crimes que nous avons documentés et qui pourraient également rentrer dans la compétence de la Cour.

Mais comme je le disais, il y a aussi eu d'autres crimes graves qui ont été commis dans d'autres régions du pays qui relèvent de la compétence de la CPI pour lesquels la RDC a montré soit un manque de volonté ou un manque de capacité de juger. Même pour ces crimes également, la CPI doit intervenir. »

RFI

## CONDUITE DE LA TRANSITION

## L'Union sacrée des forces vives de Guinée se fissure

**Le lundi 14 octobre 2024, au nom de l'Union sacrée des Forces vives de Guinée, le président du parti ADC-BOC, Dr Ibrahima Sory Diallo, a déclaré à la presse que la fin de la transition en Guinée est difficilement tenable en fin d'année. Ce qui a aussitôt fait réagir.**

« La situation politique est dynamique. La politique, il n'y a pas de valeur absolue. Aujourd'hui, vous pouvez être avec un adversaire. C'est pourquoi vous voyez Cellou et Alpha Condé s'asseoir et discuter de comment enlever les militaires au pouvoir et Alpha Condé avait fermé le siège de Cellou. Vous le savez quand-même. La politique, elle est dynamique. Un politicien s'associe avec toutes personnes qui peuvent lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'objectif d'un politicien c'est de prendre le pouvoir, peu importe le chemin à suivre, par les moyens légaux

bien entendu. C'est pourquoi vous voyez les alliances.

Aujourd'hui ceux qui sont avec Doumbouya vous pensez qu'ils n'ont pas raison de soutenir Doumbouya ? Ils ont raison aussi. Ceux qui étaient hier avec Alpha Condé, ont eu raison de le soutenir, pourquoi ceux qui sont avec Doumbouya n'ont pas raison de le soutenir. Nous politiques, nous avons une vision. C'est de collaborer avec toutes les personnes qui peuvent nous permettre d'atteindre nos objectifs politiques », a déclaré Dr Ibrahima Sory Diallo, le chef de file du parti ADC-BOC.

Une sortie qui, comme il fallait

s'y attendre, a aussitôt fait réagir.

Dans un communiqué publié le même jour, des partis et coalitions politiques que sont l'ANAD, le FNDC Politique, le RPG Arc-en-ciel et l'UFC ont annoncé leur retrait de l'Union Sacrée.

« Les partis et coalitions politiques ainsi que les organisations de la société civile signataires de la présente déclaration,

• Constatant que l'Union Sacrée n'est plus fidèle à l'esprit et à la lettre de son texte fondateur adopté à sa création le 22 Avril 2024 à Conakry comme Charte de l'Union. Cette

charte qui avait pour objectif, rappelons-le, d'unir nos forces pour contraindre la junte de respecter son engagement d'organiser les élections avant le 31 décembre 2024; faute de quoi, de demander son départ et la mise en place d'une transition civile.

• Considérant la multiplication de prises de décisions au nom de l'Union et contraires aux dispositions de cette Charte.

• Considérant l'organisation intempestive des conférences sans concertation préalable ni définition consensuelle des messages à délivrer et qui sont très souvent en contradiction avec les dispositions de la

charte ;

Décident, à compter de ce jour, de se retirer de l'Union Sacrée. Les partis signataires réaffirment leur adhésion et leur fidélité à l'esprit et la lettre du texte adopté à la création de cette plateforme, ne ménageront aucun effort pour sa mise en œuvre par leurs coalitions et partis respectifs », peut-on lire dans le communiqué signé par l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD) ; le FNDC politique ; le RPG Arc-en-ciel ; et l'Union des Forces du Changement (UFC).

Kaba Kankoula

## ÉTATS-UNIS

## Washington accueille deux pandas venus de Chine, symboles des relations sino-américaines

**Washington n'avait pas reçu de pandas de Chine depuis 24 ans. C'est chose réparée avec l'arrivée très médiatique mardi 15 octobre de deux pandas, un couple porteur d'un message diplomatique symbolique entre les deux premières puissances mondiales.**



Qing Bao, une femelle, et Bao Li, un mâle, tous les deux âgés de trois ans ont quitté la Chine et Chengdu lundi soir. Dans un avion décoré à l'effigie de l'un de leurs congénères appelé

le « Panda Express » par le célèbre transporteur FedEx qui en profite pour faire une belle opération de communication. Leur périple s'est déroulé sous le contrôle vétérinaire constant d'une

équipe de soigneurs venue de Washington.

Ils sont arrivés ce mardi 15 octobre par camion au zoo, fermé pour l'occasion. Ils vont commencer par passer un mois en quarantaine

pour éviter de transmettre des parasites et connaître leurs nouveaux gardiens. Ce n'est que quand ceux-ci les estimeront prêts, pas avant plusieurs semaines, qu'ils seront visibles par un public très impatient et sevré de pandas depuis un an.

« Diplomatie du panda » L'annonce de l'arrivée des deux mammifères avait été faite fin mai par la Première dame américaine, Jill Biden, et le Smithsonian's National Zoo. Quand leurs prédécesseurs étaient repartis vers la Chine en novembre dernier, leurs admirateurs étaient inquiets de ne pas revoir de pandas en raison de la fraîcheur des relations entre Pékin et Washington. Mais depuis 1972 et la rencontre Mao-Nixon, les pandas font partie intégrante des relations sino-américaines. On parle même

de « diplomatie du panda ». Il semble donc que cela continue. Considéré comme des « trésors nationaux » par la Chine, ils sont prêtés, ou plutôt loués pour 10 ans, puisque le zoo de Washington versera un million de dollars par an à l'association chinoise pour la protection de la vie sauvage. Et au terme de ces 10 ans, en 2034, ces deux pandas et leurs éventuels petits retourneront en Chine. Même s'ils sont nés dans une réserve dans les régions montagneuses de Chine, les deux ursidés ont un lien avec Washington : la mère de Bao Li, Bao Bao, y est née en 2013, avant de repartir en Chine. Et ses grands-parents Tian Tian et Mei Xiang ont vécu dans la capitale américaine de 2000 à 2023.

RFI

## SUÈDE

## Le joueur de foot Kylian Mbappé visé par une enquête pour viol, selon la presse suédoise

**Son escapade en Suède n'en finit plus de faire parler. Selon un titre de la presse suédoise, Kylian Mbappé, l'attaquant du Real Madrid et de l'équipe de France, est visé par une enquête de la police pour « viol et agression sexuelle » après son passage la semaine dernière à Stockholm. Le joueur dément avec force et annonce déposer plainte, a fait savoir son avocate.**

« Une nouvelle rumeur calomnieuse, des accusations fausses et irresponsables. » Le capitaine de l'équipe de France n'a pas mâché ses mots dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse. Et sur X, ex-Twitter, Kylian Mbappé dénonce une « fake news ». Kylian Mbappé est « stupéfait » de voir son nom cité par les médias en lien avec une enquête pour viol ouverte à Stockholm mais est « serein » car « il n'a rien à se reprocher », a déclaré mardi 15 octobre à l'AFP l'avocate du capitaine de l'équipe de France Me

Marie-Alix Canu-Bernard. Me Canu-Bernard a également indiqué qu'elle allait « déposer une plainte pour dénonciation calomnieuse [...] parce que c'est impossible de se laisser calomnier et diffamer de cette façon-là. »

La presse suédoise met en cause l'attaquant star du Real Madrid à la suite d'une plainte déposée samedi 12 octobre par une femme auprès de la police de Stockholm. Aucune précision à l'heure actuelle n'a été donnée concernant la victime. La procureure chargée de l'affaire a, elle,

simplement confirmé qu'une enquête était en cours sur un crime signalé le 10 octobre dans le centre de Stockholm, la capitale suédoise où Kylian Mbappé se trouvait jeudi soir, dînant au restaurant avant de se rendre dans une boîte de nuit.

Des photos publiées par le quotidien Aftonbladet, à l'origine de la rumeur, montrent la police devant l'hôtel dans lequel avaient séjourné Mbappé et son entourage. « Toutes les actions légales nécessaires seront entreprises pour rétablir la vérité », a réagi le

camp du joueur, dénonçant « une destruction méthodique de l'image de Mbappé ».

Ce dernier, fidèle à ses qualités sur le terrain, a contre-attaqué. « Comme par hasard une veille d'audience », a-t-il posté, faisant référence à l'audition de ce mardi à la LFP, la Ligue de football professionnel, qui va étudier le recours du Paris Saint-Germain, son ancien club, à qui Mbappé réclame 55 millions d'euros de salaires impayés et autres primes.

« Ce n'est pas une bonne chose pour l'équipe de

France », a pour sa part regretté le sélectionneur Didier Deschamps lundi soir après la victoire en Belgique (2-1), rapporte l'AFP. « Je vous le redis, chacun est libre d'écrire ce qu'il veut, mais il y a un environnement négatif » autour des Bleus, a poursuivi Deschamps, demandant aux journalistes en conférence de presse : « Attention quand vous reprenez des choses. Il vaut mieux prendre un petit peu de recul avant de sortir tout et n'importe quoi, mais ça arrive tellement de fois... »

RFI